

par le pouvoir des travailleurs. Elle suppose la *lutte résolue pour réduire les inégalités culturelles* héritées de l'enfance à l'aide de moyens matériels et de structures de rattrapage. Elle réclame un bouleversement du système d'éducation tel qu'il permette de tendre à une *formation polyvalente et complète* indispensable aux recyclages et à la mobilité de l'emploi qui seront accrus dans la société de transition et qui prépareront le dépérissement du travail stupide étroitement spécialisé :

De même que la société de transition adapte la production aux besoins et non l'inverse, elle adapte la production au niveau de connaissances atteint et non l'inverse. C'est-à-dire qu'au lieu de dispenser un savoir étroit qui n'est souvent qu'un apprentissage aux techniques en vigueur, elle cherche à développer au maximum les connaissances et à leur donner leur pleine application pratique dans le domaine de la production. Ce qui signifie qu'elle se donne en particulier pour but de *libérer les cerveaux du critère de rentabilité capitaliste* et qu'elle s'efforce de développer une vaste activité de recherche affranchie de ses servitudes. Il est vraisemblable qu'à une époque où déjà en société capitaliste la production à du mal à suivre le rythme de développement de la science, une société qui se donnerait pour but prioritaire l'accroissement des connaissances en se libérant de la hantise du profit, prendrait un avantage considérable, y compris économique, sur les sociétés capitalistes développées.

*L'élévation massive du niveau des connaissances et l'augmentation massive du temps qui leur est consacré est le revers direct de la réduction massive du temps de travail. L'enseignement dépérit en tant qu'institution, et non en tant que fonction dans la mesure même où les activités d'étude, de recherche, de réflexion prennent plus d'importance dans la vie sociale, dans la mesure où l'enseignement se fonde de façon plus intime et permanente avec l'activité collective, dans la mesure où dépérit avec l'essor de l'automatisation la division entre travail intellectuel et travail manuel.*

5 ) Dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés, la répression de l'art et des artistes a souvent été la forme spectaculaire et symbolique de la répression en général.

L'art n'a pas de tous temps existé comme une sphère distincte de la vie sociale comme de nos jours jadis plus intimement lié aux sphères politiques et religieuses, son apparition spécifique est liée au développement de la division sociale et technique du travail. Néanmoins si l'art est, à la manière de la religion selon Marx, « le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, l'esprit d'une époque sans esprit », ou s'il est une piste de conquête sur l'inconscient, une forme de connaissance exploratoire autre que celle de la science ou de la politique, il serait stupide de vouloir le baillonner par une quelconque censure bureaucratique. Et le mot d'ordre de Trotsky, « toute licence en art », est plus que jamais d'actualité dans le socialisme que nous voulons.

Certes Marx a prédit que l'homme un jour n'aurait plus besoin du type de jouissance que procure la contemplation de l'oeuvre d'art. Et il est vraisemblable qu'au fur et à mesure que se résorberont les distinctions entre valeur d'usage et valeur d'échange, travail abstrait et travail concret, intellectuel et manuel, se résorbera aussi l'émiettement actuel du savoir et la place particulière de l'art qui en résulte, au profit d'une pratique sociale de plus en plus unifiée et collectivement créatrice.

Mais l'art ne change pas pour autant brutalement ni ne disparaît avec la révolution. Il ne marche pas du même pas que la révolution. Il relève de processus distincts de ceux de la science ou de la politique. Il est lié très profondément à la psychologie de l'individu et son dépérissement sera plus lent que celui de l'Etat.

C'est pourquoi il importe de rappeler que dans la société de transition la seule garantie fondamentale de l'art face à la censure, c'est l'existence d'une démocratie politique effective qui est la condition de la démocratie culturelle. La répression de l'art dans les Etats ouvriers n'est pas le fait de leur nature mais bien le sous-produit de leur dégénérescence. C'est ce que nous enseigne leur histoire même si parfois la répression contre les artistes a pu être un prélude aux attaques contre la démocratie prolétarienne.

C'est pourquoi aussi nous devons rappeler que le monopole de l'édition peut être, aussi longtemps que dure une situation de pénurie relative concernant le papier et le

matériel d'impression, une nécessité économique. Mais ce monopole économique (normal si l'on considère que les travailleurs privés pendant des siècles des moyens d'éducation et d'expression doivent se doter en priorité du matériel qui leur paraît indispensable pour s'instruire, s'informer, débattre) ne va pas forcément de pair avec un monopole idéologique qui est un signe de bureaucratization. Il est parfaitement concevable par exemple que divers journaux, instituts, groupements culturels disposent de moyen d'édition appartenant à l'Etat et en usent à leur gré. Le but cependant demeure de multiplier le matériel d'impression léger que les techniques modernes rend possible afin que les groupements culturels ou politiques de base disposent d'une autonomie en matière d'expression écrite et d'ouvrir au maximum les réseaux de diffusion.

Les révolutions socialistes ont eu lieu jusqu'à présent dans des pays faiblement développés et ce fait à une série de conséquences matérielles et idéologiques. Matérielles car dans tous ces pays la pénurie a imposé des contraintes réelles en matière de financement et d'encouragement des activités artistiques, idéologiques car tous ces pays et même ceux qui n'ont pas directement connu la dégénérescence stalinienne, ont développé naturellement une idéologie productiviste et recherché la collaboration des intellectuels pour cette bataille idéologique de la production. On peut raisonnablement espérer que le succès d'une révolution prolétarienne dans un pays capitaliste développé, dégagé de la crainte du manque des subsistances, présenterait des conditions autrement favorables à l'épanouissement artistique avant même que ne s'instaure le règne du travail libre.

En effet, si nous luttons contre l'individualisme comme sous-produit de la société de concurrence où l'homme est un loup pour l'homme, nous considérons comme un acquis à développer l'apparition de l'individu conscient et désireux d'exprimer librement ses facultés créatrices.

6 ) La socialisation croissante de la production mine les bases économiques de la famille dont la structure autoritaire demeure cependant l'un des piliers de la domination idéologique de la bourgeoisie. A l'époque de la propriété privée capitaliste, les enfants portent l'espoir des parents qui cherchent en eux la compensation de leurs échecs dans une vie conçue sur le mode d'une vaste compétition entre individus. L'« Héritier » prolonge la vie de ses procréateurs, perpétue leur propriété, enrichit le patrimoine, et contribue ainsi au renforcement de la cohésion des classes possédantes. Dans les classes possédées qui reproduisent le même mécanisme familial, l'enfant, à travers l'éducation en particulier, porte l'espoir de l'accession aux classes supérieures, c'est-à-dire du salut individuel et non de la transformation sociale radicale.

Il est donc logique que la révolution socialiste, en faisant sauter les vieux rapports de production, engage le processus de désintégration de la vieille famille bourgeoise dont le capitalisme préparait lui-même depuis longtemps les conditions. Pourtant, comme le disait Trotsky, « si la révolution a tenté héroïquement de détruire l'ancien foyer familial croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort (...) la famille ne peut être abolie, il faut la remplacer ; l'émancipation de la femme est impossible sur le terrain de la misère socialisée ».

La première mesure en ce sens serait donc de mettre un terme au mariage sous sa forme juridique actuelle qui fait peser sur les individus de lourdes contraintes administratives et moralisantes. Un simple enregistrement sans formalités de liaisons et des ruptures, avec possibilité pour la femme de garder son nom, serait envisageable.

Par ailleurs il faudrait instaurer le système social d'éducation préscolaire dont il a été précédemment question. Les parents, dans la mesure où ils considèrent les enfants comme leur propriété, s'arrogent le droit de les élever à leur guise, c'est-à-dire en fonction de leurs vues bornées ou, dans le meilleur des cas, de leurs connaissances déjà vieillies. Encore une fois, l'éducation sociale présente le double avantage pédagogique, de faire profiter les enfants de la pédagogie sociale au lieu des préjugés individuels, et économique, de décharger la femme de l'abrutissement ménage domestique à une époque où le développement du matériel électro-ménager facilite cette émancipation.